



Académie des sciences d'outre-mer

Les recensions de l'Académie¹

**Misère de l'historiographie du "Maghreb" post-colonial, 1962-2012 / Pierre Vermeren
éd. Publications de la Sorbonne, 2012
cote : 58.307**

Il a fallu beaucoup de courage à l'auteur pour examiner un champ d'études, illustré par des idéologies contradictoires aux XIX^e et XX^e siècles ; les recherches menées à l'époque coloniale ont paru suspectes après 1962 aux militants anticolonialistes. Il était nécessaire alors, afin d'être agréé par les autorités universitaires, de faire partie des réseaux « pieds-rouges » (sic), marxistes, communistes, trotskystes. Au XXI^e siècle, il convient de revenir à la sérénité et à plus d'impartialité afin de remédier à une situation bloquée puisque le nombre d'historiens du Maghreb s'est considérablement réduit. Ce Maître de conférences de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne n'est plus seul dans ce combat. Guy Pervillé, dès 1992, écrivait « Aux mythes de l'Algérie française se sont surimposés les mythes de l'Algérie algérienne pour le plus grand dommage d'une histoire authentique » et notre confrère Daniel Lefèvre a pris position « *pour en finir avec la repentance coloniale* » (Flammarion, 2006).

M. Vermeren cite 319 spécialistes de l'Afrique du Nord, classés par ordre chronologique de naissance de 1843 à 1980. Sans doute, pour échapper à la terrible accusation d'Edward Saïd qui dépeignait l'orientalisme comme auxiliaire de l'impérialisme, certains d'entre eux afficheront une adhésion à l'extrême gauche à partir des années 1950 qui limitera leur liberté d'interprétation des textes.

L'évaluation de la recherche universitaire en Algérie s'étend sur la plus grande partie de l'ouvrage. En ce qui concerne les arabophones, les réformistes d'Algérie (Ahmed Tawfik el Madani) comme de Tunisie élaborèrent entre les deux guerres une histoire religieuse, islamique de tendance hagiographique, de l'Afrique du Nord. Ali Merad décrira le rôle du salafisme dans le nationalisme algérien dans sa thèse, et montrera que le discours idéologique tenait lieu d'histoire. Les berbéristes Mouloud Mammari, Kateb Yacin s'opposèrent à cette conception mais les travaux d'Ali Merad ne seront pas lus. Moustafa Lacheraf dans son *Algérie : nation et société* (Maspéro 1965) continuera dans la même veine et tout naturellement le Cheikh Taleb Ibrahim, en 1972, imposera l'arabisation, effectuée par des Frères musulmans égyptiens, et le code rigoriste de la famille.

Du côté français, la SFIO étant associée à la Direction des Affaires Coloniales en Algérie et à la gestion du Ministère de l'Intérieur, de 1945 à 1958, le gouvernement français mènera une politique de répression, François Mitterrand déclarant en 1954 « l'Algérie c'est la



¹ Les recensions de l'Académie de [Académie des sciences d'outre-mer](http://www.academieoutremer.fr) est mis à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transcrit](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/).
Basé(e) sur une oeuvre à www.academieoutremer.fr.



Académie des sciences d'outre-mer

France ; avec le FLN, la seule négociation c'est la guerre ». Ce qui fera dire à Charles- André Julien : « De Gaulle a été le seul homme politique responsable qui ait dit : il n'y a plus de politique coloniale possible. » À l'indépendance en 1962, l'Algérie perd la presque totalité de ses universitaires, partis à Rabat ou à Tunis jusqu'en 1980, ou rentrés en France. L'Université d'Alger répudie l'héritage en sciences humaines et sociales. Les coopérants « pieds-rouges » acceptent, en compensation de leurs salaires d'expatriés, de fermer les yeux sur les massacres des harkis en 1962 et 1963 ; la dépossession des pieds-noirs, l'autocratie du Régime FLN et la torture infligée aux prisonniers politiques. Ils vont demeurer en Algérie jusqu'à l'arabisation et l'école marxiste d'Alger s'installera à l'Université de Vincennes : Galissot, Yves Lacoste, J. Marseille, Mohamed Harbi. Christiane Chaulet-Achour et Omar Carlier devront quitter l'Algérie à cause de leurs conjoints opposants, Monique Gadant à cause des menaces qui pesaient sur son fils en 1971. L'École des Hautes Études en Sciences Sociales accueillera les communistes Pierre Vidal-Naquet, qui n'aura pas saisi « la part islamique consubstantielle de la Révolution algérienne » (p.84), Catherine Coquery-Vidrovitch, qui fondera le laboratoire Tiers-Monde de mouvance marxiste. Quant à Charles-Robert Ageron, réhabilité depuis, il sera mis en quarantaine par le Régime algérien, puis par les historiens marxistes. C'est seulement en 1988 que des universitaires algériens et français oseront critiquer les cadres civils et militaires du FLN. En 1993, la guerre civile déclenchera un afflux d'intellectuels en France.

En 1990, un premier travail consensuel dirigé par C.R. Ageron, Rey Goldzinger et des historiens marxistes permettra de publier une *Histoire de la France coloniale* (A. Colin). « L'École d'Alger » regroupant des historiens nés en Algérie comme Xavier Yecono, André Nouschi puis Jacques Frémeaux (né en 1949), Benjamin Stora (né en 1950) ou venus très jeunes comme Charles-André Julien ou métropolitains comme Fernand Brandel, Charles-Robert Ageron (1945), va à nouveau jouer un rôle important. Elle ne négligera plus les productions de l'École des Lettres d'Alger (1879), dirigée par René Basset qui répertoriait les tribus, la vie nomade, la Kabylie, le Tell, les confréries et les expéditions militaires. Jacques Berque également est né en Algérie, où son père Augustin Berque (1884-1946), islamologue, fut directeur des Affaires indigènes au bouleversement général.

Le projet de loi du 23 février 2005 sur le « rôle positif de la colonisation en Afrique du Nord » entraînera de nouvelles tensions, notamment entre les Professeurs Lefèvre et Liauzu. C'est que la guerre d'Algérie aura touché directement 1,5 millions de rapatriés, 2 millions d'appelés du contingent et 500 000 militaires d'active tandis que près de 2 millions d'Algériens, presque tous binationaux résident en France. La guerre civile algérienne déborda en France ; elle sera le sujet de thèse du chercheur Luis Martinez, Kabyle né en France. Un colloque sur Messali Hadj (dont le nom a été donné à l'Aéroport de Tlemcen) aura lieu en 1999 à Oran, et un autre sur Mohamed Harbi, tous deux opposés au FLN, en mai 2005. Peut-on ajouter que les plaies béantes demeurent entre les deux pays en 2013 ?

Au Maroc, une recherche universitaire apaisée sera partagée par le Pr. Abdallah Laroui, « héritier de Charles-André Julien » et dont *l'Idéologie arabe contemporaine* fait toujours autorité. Le Pr. Abdallah Hammoudi se fait remarquer à Princeton avec sa thèse sur les Confréries *Maîtres et Disciples* inspirée de l'anthropologie anglo-saxonne (Geertz et Gellner). Le Maroc, depuis la création par Liautey de l'École Supérieure des Dialectes arabes et Berbères à Rabat, aura été un eldorado pour les anthropologues. En Tunisie, où le Président



Académie des sciences d'outre-mer

H. Bourguiba imposera un Droit de la famille presque égalitaire, les historiens, comme Mohamed Talbi, appliqueront une méthode rigoureuse et moderne.

En France, les historiens comme André Martel (né en 1930 en Algérie) ou notre confrère Jacques Frémeaux saisisront le lien organique de l'armée française au Maroc. Entre 1961 et 1963, 800 officiers français seront relevés de leurs fonctions et entreront dans des administrations civiles ou se livreront à la recherche académique, comme Jean- Louis Duclos, proche du Centre des Hautes Études sur l'Afrique et l'Asie Modernes (CHEAM). Cet Institut fut fondé par Robert Montagne en 1934 à Damas puis rapatrié à Paris, et dont l'auteur rappelle qu'il « suscitait l'enthousiasme de sa petite « zaouiïa » de la Rue du Four » (page 111). Le CHEAM, où se forma une génération d'africanistes, issus du corps des administrateurs des colonies, étendra le champs de sa vocation musulmane à l'Asie et à l'Afrique, comme témoignent les 5400 mémoires des stagiaires, dont une partie à été entreposée dans notre Académie, où siège le Pr. Philippe Decreane qui assura la direction du CHEAM pendant douze ans. Peut-on rappeler à M. Vermeren que ce Centre ne fut pas fermé en 1998 mais le 30 juin 2000 ? Il remplit jusqu'à cette date une mission d'information destinée aux Services du premier Ministre. L'ouvrage cite d'autre part le courant orientaliste catholique, mené par les Pères Blancs, fondés par le Cardinal Lavigerie en 1868 à Alger, et qui ont encore en charge l'excellent Institut des Belles Lettres Arabes de Tunisie. Le poids des congrégations religieuses dans le développement des études arabes n'a pas encore été analysé.

L'auteur recommande plusieurs pistes devant la décadence des recherches historiographiques maghrébines en France. Les doctorants actuels se partagent entre Benjamin Stora (Paris VIII, Inalco) pour l'Algérie et Daniel Rivet (Paris I) pour le Maroc et la Tunisie. En 2015, le « Maghreb Contemporain » perdra la moitié de ses postes à cause de la pénurie dans ce domaine de maîtres de conférences. Le Quai d'Orsay aura attendu 2010 pour nommer un analyste du Maghreb. En fait, « l'Histoire culturelle du Maghreb est un vaste champ presque inexploré en France où l'on privilégie la question politique » (page 211). Louis Massignon avait rappelé le réveil de l'Islam ; il ne fut pas suivi et l'on ignora l'islamisation accélérée des populations du Sud, comme celle des sociétés sahariennes éparpillées dans les nouveaux Etats indépendants.

Pour donner à de jeunes chercheurs les moyens de se documenter, M. Vermeren a sélectionné des sources bibliographiques (pages 217 à 283) comprenant 134 auteurs de 160 ouvrages ainsi que des revues spécialisées, des Actes de colloques, des dictionnaires, des compilations. Puisse ce travail si complet susciter des vocations pour répondre au vœu de l'auteur qui n'aura pas ménagé ses efforts.

Christian Lochon